

Sur les livres de Nils Andersson *Le capitalisme, c'est la guerre* : au-delà de la formule, quelle réalité ?

Martine Boudet

« *Les guerres naissent dans l'esprit des hommes* » et « *La paix est avant tout, au même titre que la guerre, un état de conscience.* »

Jaime Torres Bodet¹

Le capitalisme c'est la guerre est un essai du politologue Nils Andersson, paru en 2021 aux éditions Terrasses. Le titre résume le célèbre jugement de Jean Jaurès formulé en 1895 à la Chambre des députés, « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* ». Il y plaide l'inanité d'une guerre de revanche contre l'Allemagne, qui fasse suite à la défaite de 1871. Il oblige également au constat que la guerre a existé avant l'ère capitaliste, sachant que les logiques qui y mènent diffèrent dans l'Antiquité, au Moyen Âge féodal, à l'époque des conquêtes coloniales ou au stade du système interétatique impérialiste. Cela dit, la volonté de puissance et celle de domination sont des éléments constitutifs de la guerre, à caractère anthropologique. Dans *La fin de la méga-machine*, Fabien Scheidler définit les mécanismes, finalités, raisons et déraisons qui sont les constituants de la guerre dans le système capitaliste : « *Une économie qui vise l'accroissement sans fin du capital ; des États-nations dotés d'appareils militaires, policiers et administratifs centralisés ; et une idéologie qui présente l'expansion de ce système comme une mission providentielle dans l'histoire de l'humanité.* »

Le passé récent et l'actualité amènent au constat prégnant de l'effectivité du fait guerrier et de l'utopie de la paix universelle. Les médias dominants se sont gargarisés du discours selon lequel depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale connaît une longue « période de

paix ». C'est oublier que les peuples voulant se libérer du colonialisme puis du néocolonialisme, nos États ont imposé chez eux guerre, violences et répression. C'est ignorer, après la désagrégation de l'Union soviétique en 1990, alors que la contradiction source d'antagonisme, porteuse d'une éventuelle troisième guerre mondiale, n'existait plus, que les puissances occidentales ont multiplié les ingérences en Europe de l'Est via l'OTAN et les interventions militaires, dans des pays du Sud global.

Malgré cette réalité géostratégique, s'est répandue la galéjade sur « la fin de l'Histoire », théorisée par le politologue américain Francis Fukuyama en 1992. George Bush père, qui présidait la plus grande puissance économique et militaire que le monde eût connue, proclama : « *Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire... un nouvel ordre mondial peut voir le jour... Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie... Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles... une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix.*² » Quel a été ce monde de paix, de liberté et de justice annoncé ? Il n'y a pas eu une année sans guerre, les États-Unis, devenus hégémoniques, et les puissances occidentales déclenchant des

¹ Discours du 10 décembre 1948 de Jaime Torres Bodet, directeur général de l'UNESCO.

² Discours devant le Congrès des États-Unis, le 11 septembre 1990.

conflits pour la défense de leurs intérêts et profits.

C'est ce que *Le capitalisme c'est la guerre* – dont le sous-titre est *Des guerres asymétriques de 1990 à 2020, à celles de haute intensité demain* – vérifie en étudiant les opérations militaires menées successivement pendant cette période. De la première guerre d'Irak à la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, des guerres du Kosovo et de Serbie à l'intervention en Somalie, du génocide des Tutsis au Rwanda dans lequel l'État français et son armée (opération Turquoise) furent lourdement impliqués, aux guerres bushiennes dites « justes », d'Afghanistan, d'Irak, de Côte d'Ivoire (opération Licorne), puis de Libye (opération Harmattan), du déchirement syrien à l'impasse sahélienne, l'armée française (opérations Serval et Barkhane) étant chassée du Mali, du Burkina-Faso et du Niger après une décennie de vaine occupation néocoloniale. Guerres du « bien contre le mal », guerres du « choc des civilisations » entre Occident et Orient et de la « lutte contre le terrorisme islamiste », guerres menées sous le couvert du « droit d'ingérence humanitaire » puis de la « responsabilité de protéger » et du « respect des droits démocratiques », qui ont dans les faits attisé des conflits civils, réinstauré en 2011 en Côte d'Ivoire, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, une dictature françafricaine toujours en vigueur et entraîné des effets dominos à l'échelle régionale comme à partir de la Libye, en 2011 également. Guerres lors desquelles on recourut à des *fake news* pour les justifier : on se rappelle le prétexte de Georges Bush fils, arguant que Saddam Hussein détenait des « armes de destruction massive » pour organiser une armada internationale qui a envahi l'Irak, pays pétrolifère. Guerres menées à l'encontre du terrorisme islamiste au Sahel, alors que des liens étroits étaient entretenus avec des puissances tierces, celles de l'Arabie saoudite et du Qatar, dont les services secrets font firent intervenir des groupes salafo-wahhabistes-djihadistes, étrangers à la

tradition de tolérance religieuse du continent africain. Guerres « légalisées » en manipulant et instrumentalisant l'ONU, bafouant sa mission fondatrice de préserver la paix. Guerres dont l'OTAN fut le bras armé, menées avec toute la force écrasante des armées modernes. Guerres qui ont leur Guernica, lors desquelles, en violation des Conventions de Genève, ont été commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, où l'on a torturé et violé. Guerres dont les principaux responsables vivent dans l'impunité, à l'abri de toute sanction. Il fallut attendre l'« opération spéciale » menée par l'impérialisme russe en Ukraine ou bien la guerre génocidaire menée par Tsahal à Gaza pour que la CPI (Cour Pénale internationale) prononce des condamnations à l'encontre de leurs protagonistes, d'ailleurs non suivies d'effets jusqu'à présent.

Le rappel de ce passé récent vérifie pleinement la déclaration de Jaurès : « *Le capitalisme, c'est la guerre.* » Car, la contradiction principale disparue, devenus sans adversaires, les États-Unis et les puissances occidentales alignées sur leur politique, au lieu d'œuvrer, sauf rares exceptions, à réduire les contradictions entre puissances régionales ou à apaiser les tensions religieuses, ethniques, culturelles, historiques qui déchirent des populations, ont recouru sous la forme de coalitions internationales ou dans le cadre de l'OTAN à la violence militaire pour conforter leur hégémonie, étendre la mondialisation économique néolibérale, s'assurer le contrôle des voies commerciales, jusqu'à la vision démiurge de la « nation building », en voulant construire un monde à leur image.

Le temps où il suffisait que ces puissances brandissent le glaive pour imposer leur « paix » n'est plus. Au tournant du XXI^e siècle, se découvre un monde profondément modifié, le « Nouvel ordre mondial », proclamé après la fin de la guerre froide, n'aura duré qu'une génération. L'hégémonie occidentale ne pouvait en effet qu'attiser rancœurs et mimétismes. À l'initiative des États-Unis de

Trump, de la Russie de Poutine, d'Israël version Netanyahu, de la Chine de Xi Jinping, de la Turquie d'Erdogan, de l'Azerbaïdjan, du royaume chérifien marocain, des conflits guerriers ou des pressions insistantes traduisent le basculement des relations internationales dans une nouvelle phase d'impérialisme brutal, militarisé et autoritaire, porté par des puissances concurrentes mais complémentaires dans leur mépris des peuples. Les cibles des politiques annexionnistes s'appellent Venezuela, Groenland, Ukraine, bande de Gaza et territoires palestiniens, Haut-Karabakh, Kurdistan (le Rojava en Syrie), Taïwan, Sahara occidental... Dans un effet d'engrenage, la montée en puissance des lobbies militaro-industriels accompagne l'expansion d'une économie de guerre mondialisée, dont la France, deuxième exportateur d'armes au monde, est un acteur central. En parallèle, intra-muros, au moyen d'autres services régaliens (police, justice), et souvent au détriment des services sociaux, les États répriment, censurent, criminalisent. En renfort, une internationale fascisante se met en place : extrêmes droites nationalistes, techno-libertaires, suprématistes, masculinistes, alliés autour d'un projet de société fondé sur la peur, la haine et la domination. Ces courants se déploient dans les gouvernements, les médias, les algorithmes, imposant une vision sécuritaire, raciste, islamophobe, anti-migrants, et tentant d'étouffer les solidarités populaires et entre peuples.

Les profondes transformations survenues dans le rapport de force entre puissances historiques ou émergentes, le déplacement du centre de gravité des tensions internationales de la zone euro-atlantique vers l'Asie-Pacifique, les menaces d'affrontements entre des puissances régionales puissamment armées et l'élargissement du champ de bataille entre les grandes puissances jusqu'à l'espace extra-atmosphérique, conduisent à la conclusion, au sortir de la période de l'après-guerre froide, que les conflits potentiels ne

s'inscrivent plus dans le cadre de guerres asymétriques qui a prévalu depuis 1990, mais annoncent un assez inéluctable retour aux guerres inter-étatiques de haute intensité. Cours assez inéluctable d'un monde traversé par des crises socio-économiques, éthiques et religieuses, environnementales, épidémiques, dans lequel apparaît une nouvelle contradiction principale, celle qui est entretenue entre États-Unis et Chine, contradiction dans laquelle, pour la première fois, la domination du monde occidental se voit contestée par un pays du Sud global.

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage » : cette formule traduit bel et bien une réalité géostratégique, et au-delà anthropologique, celle de la capacité destructrice et parasitaire de ce système, trop peu contrôlé. Les événements récents ont amené Nils Andersson à publier aux Éditions Terrasses en 2024 *Les guerres annoncées, Le capitalisme c'est la guerre II*. Aussi menaçante soit la situation, aussi défavorable soit le rapport de force, rien n'est inéluctable, la paix reste un idéal, que scande ce slogan historique: « *Nie wieder Krieg !* /Plus jamais la guerre ».

Autant dire que les prévisions inspirées de Nils Andersson constituent un argumentaire apte à nourrir le mouvement social, en faveur d'une résistance active à l'égard des courants fascisants et bellicistes qui risquent, sinon, d'entraîner les opinions publiques, dont la française, vers l'abîme. En faveur également de la démocratisation des institutions internationales, dont en premier lieu l'ONU et le TPI, pour, au nom du droit des peuples, une meilleure régulation des relations internationales.

Martine Boudet est professeure agrégée de lettres modernes et membre du Conseil scientifique d'Attac France.

